Éléments de la crise de l'Empire ottoman sous Sélim III (1789-1807)

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/720>

DOI : 10.4000/ahrf.720

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002

Pagination : 141-159

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Éléments de la crise de l'Empire ottoman sous Sélim III (1789-1807) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 329 | juillet-septembre 2002, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/720> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.720>

ÉLÉMENTS DE LA CRISE DE L'EMPIRE OTTOMAN SOUS SÉLIM III (1789-1807) *

GUY LEMARCHAND

C'est à la fin du XVIII^e siècle que s'aggrave brutalement le déclin de l'Empire ottoman, avec l'échec des réformes d'une ampleur sans précédent menées par Sélim III. Se sont dressées contre lui des forces sociales diverses, depuis les fermiers d'impôts jusqu'au petit peuple d'Istanbul, qui avaient intérêt ou croyaient avoir intérêt à ne rien changer, auxquelles se sont joints les gouverneurs cherchant à se tailler des principautés et les états étrangers voulant conquérir de nouvelles provinces. La guerre extérieure à la fois nécessitait de refondre les structures de l'État et rendait impossible les innovations par le mécontentement qu'elles provoquaient.

Mots clés : Empire ottoman ; Sélim III ; déclin ; État impérial ; Ayan ; féodalité ; révoltes.

À la fin du XVIII^e siècle, en dépit des reculs subis aux traités de Karlowitz (1699) et de Kainardji (1774) et de la perte de la suzeraineté sur la Crimée (1784), s'il paraît encore un État puissant s'étendant de l'Algérois à l'Irak et de la Moldavie au Yémen, l'Empire ottoman sort néanmoins de la guerre avec l'Autriche et la Russie (1787-1792) en cédant à Catherine II, après des défaites militaires notables, le territoire côtier de la mer d'Azov. Et il n'est sauvé d'une humiliation plus grande que par les troubles dans les domaines des Habsbourg qui neutralisent Léopold II, et la question du partage de la Pologne qui accapare l'attention du gouvernement de la tsarine. À peine le conflit terminé, le nouveau sultan, Sélim III, se lance dans une politique de réformes dont l'étendue même, sans précédent, montre qu'il est conscient de la gravité de la crise que subit l'Empire. La tendance des historiens aujourd'hui est de faire de lui, un peu, un homme

* Texte revu d'une communication au colloque *Rhigas Velestinlis et les mouvements d'indépendance dans l'Empire ottoman*, Paris, décembre 1998.

des Lumières et une sorte de despote éclairé (1). En effet le personnage est complexe et il peut prêter à diverses interprétations. D'un côté il paraît très ouvert et curieux de la culture européenne : il invite des acteurs de théâtre au palais, il importe des miniatures et des fleurs de l'Ouest, il écrit des poèmes et de la musique imitant les modes occidentales et il aurait même réalisé des représentations humaines peintes, ce qui, à l'époque, devait choquer les Musulmans pieux. Mais, par ailleurs, il s'entoure d'écrivains traditionalistes, portés au mysticisme et aux cérémonies de cour.

Mais on connaît la suite de son entreprise : le désordre croissant à l'intérieur, les intrigues et les pressions des grandes puissances à l'extérieur, avec encore une guerre russe (1807-1812) dans laquelle l'Empire est à nouveau vaincu, et la déposition du sultan lui-même en 1807, suivie de son assassinat en 1808. Les événements témoignent moins du manque de talent du souverain que de l'ampleur d'une crise du système impérial qui a commencé bien avant lui, dès la fin du XVI^e siècle, et qui a été marquée antérieurement par la destitution de deux sultans au XVII^e siècle, l'un étant même exécuté, puis celle de deux autres encore au début du XVIII^e siècle, sans parler des innombrables mises à mort de grands vizirs généralement sacrifiés par leur maître devant la montée de l'opposition à leur politique, la dernière avant Sélim III en 1785. Sur le plan économique, anciennement fondé sur la prépondérance de l'État maître du sol à titre de propriétaire éminent, le système impérial depuis le début du XVII^e siècle (2) se démantèle lentement du fait de l'appel de produits indigènes par les Européens appuyés par les métaux précieux des mines américaines. Cette demande a incité au développement de la monoculture commerciale. A agi de façon corrélative, facilitée par le désordre intérieur et contribuant à celui-ci, l'expansion de la grande propriété privée de contenu semi-féodal, le « ciftlik ». Ayant des besoins croissants mais des revenus en régression à cause de la fin des guerres victorieuses productrices de butin, des immunités accordées aux puissants et des difficultés de perception de l'impôt par l'impuissance de son administration, cercle vicieux du déclin, le sultan a tendu à dévaluer la monnaie ce qui a accru la pression étrangère en dévalorisant les exportations, il a multiplié les fermes d'impôts qui deviennent des institutions viagères dont le gouvernement ne recueille qu'une petite partie du prélèvement effectué sur la population, et il a accordé dans un but fiscal à court terme des privilèges et dégrèvements de taxes aux marchands étrangers, ce qui gêne l'essor du négoce autochtone. La fin du XVIII^e siècle est l'époque

(1) Cf. entre autres D. MOSCHOPOULOS, *Bulletin du Comité international des Sciences historiques* 1937; R. MANTRAN, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1989.

(2) Pour la définition du système ottoman : Y. SERTEL, « Le mode de production asiatique et l'histoire ottomane », *La Pensée*, avril 1976; B. MC GOWAN, *Economic life in ottoman Europe : taxation, trade and the struggle for land (1600-1800)*, Cambridge 1981; S. GURSEL, *L'Empire ottoman face au capitalisme*, Paris, 1987; D. QUATAERT, *The ottoman Empire 1700-1922*, Cambridge, 2000.

d'une brutale accélération de la décadence, car tous les germes de dissolution agissent alors en même temps, sans que le souverain puisse trouver le temps de développer ses réformes ni ne réussisse à constituer un parti solide dans l'État qui le soutienne.

I. Caractérisation des réformes de Sélim III

Ce n'est cependant pas la première fois que des réformes sont entreprises dans l'Empire, d'Osman II à Abd-ul-Hamid I, le XVIII^e siècle a déjà vu se succéder quatre essais et le XVIII^e siècle trois. Mais, jusqu'à Sélim III, les mesures nouvelles consistent plus à changer les hommes en place, multiplier les contrôles sur les serviteurs de l'État et introduire des techniques modernes dans l'armée et la marine, qu'à modifier en profondeur les institutions et les pratiques sociales. De plus elles sont abrogées dès que leur inspireur principal, sultan ou grand vizir, a disparu. La nouveauté avec Sélim III vient d'une ambition plus grande que celle de ses prédécesseurs : les réformes affectent des domaines plus nombreux et elles vont nettement plus loin, suscitées sans doute par l'accumulation des revers depuis le traité de Kaïnardji (1774) qui rend une réaction énergique plus nécessaire que jamais, et elles bénéficient du développement des contacts avec l'étranger pendant le XVIII^e siècle, qui a révélé l'intérêt des techniques et de l'organisation européennes.

La description de ces réformes a déjà été donnée dans divers travaux (3) ; je ne la reprendrai pas ici dans le détail et m'attacherai seulement à en dégager les caractères majeurs. Le plus frappant est qu'elles ne sont pas en rupture avec la tradition ottomane ; mélangeant l'ancien et le nouveau, elles ne vont pas au fond des questions et ne remettent pas en cause le système politique et social. Pourtant l'ouverture sur l'Occident est considérablement accrue par rapport aux règnes précédents. Geste significatif, Sélim, monté sur le trône, continue jusqu'à 1792 la correspondance qu'il entretenait avec le roi de France lorsqu'il était prince impérial, considérant Louis XVI comme le modèle du despote éclairé. Avec la volonté d'exploiter le savoir technique de l'étranger, il multiplie les institutions et les pratiques de contacts avec l'Europe. Ainsi crée-t-il les premières ambassades turques permanentes (1790-1795) dont les titulaires sont choisis parmi les plus compétents et doivent envoyer régulièrement à Istanbul des rapports sur les pays où ils sont accrédités. Un nouvel appel est adressé aux techniciens et militaires étrangers, qui arrivent plus nombreux qu'autrefois ; leur engage-

(3) S. J. SHAW, *Between Old and New : the ottoman Empire under Sélim III 1789-1807*, Cambridge (Mass.), 1971 ; C.V. FINDLEY, *Bureaucratic reform in the ottoman Empire. The Sublime Porte 1789-1822*, Princeton, 1980.

ment vis-à-vis de l'État ottoman devient plus et mieux organisé : contrat pour au moins trois ans, salaire régulier et élevé, voyage d'arrivée payé, port obligatoire de l'uniforme ottoman mais totale liberté de relations avec les sujets de l'Empire ; à peu près 600 sont ainsi recrutés. Une presse à imprimer est rétablie en 1795, pour la première fois depuis 1725, et des livres techniques copiés des traités européens ainsi que les règlements de l'État sont publiés en turc, parfois en français. La tolérance vis-à-vis des étrangers installés ou de passage est plus grande que jamais : la Porte laisse les ambassades des grands pays à Istanbul augmenter leur personnel, en particulier les traducteurs, et celui-ci fréquente très librement les Turcs. Les négociants installés dans la ville peuvent s'organiser et créer des institutions de rencontres, les Français ne manquant pas d'établir deux clubs politiques en 1793, bien qu'ils ne soient que 200 (4). La presse européenne circule également, l'ambassade de France a son imprimerie qui édite un bulletin en turc en 1793-1797, les autres puissances n'étant pas en reste, utilisant également les consulats qu'elles ont reçu le droit d'établir, les Habsbourg en 1783, la France en 1790, l'Angleterre en 1803, et diffusant, l'Autriche en particulier, des ouvrages contre-révolutionnaires.

La réforme de l'armée et de la marine est, de loin, la partie la plus importante de l'action de Sélim III. Vis-à-vis des corps militaires anciens on reprend les méthodes habituelles d'épuration et de retour à la discipline. Pour les spahis, l'attribution des timars est révisée et ceux tenus par des inaptes au service sont confisqués car, si on comptait vers 1790 18 000 cavaliers, seulement 2 000 à 3 000 étaient en état de combattre. Afin de maintenir des effectifs sous les armes, est instauré un système de rotation des cavaliers qui rentrent dans leur sandjak d'origine pour administrer leur fief et ceux de leurs voisins. En ce qui concerne les janissaires, la même volonté de réduire le nombre des fantassins et de chasser les incapables pour alléger la charge des soldes sur le trésor est mise en œuvre. La mesure est d'autant plus urgente que le nombre des hommes enrôlés ne cesse d'augmenter à cause des avantages de la condition : 43 402 en 1776, 54 458 en 1794 alors que moins de 20 % peuvent réellement porter les armes. On multiplie donc les inspections. Pour éliminer la corruption et l'incapacité du commandement, on sépare, conception moderne, la fonction de chef militaire, l'agha, et celle d'administrateur de la troupe confiée à un nouveau personnage : le « nazir » (intendant). En même temps chez les spahis comme chez les janissaires une formation des jeunes recrues est remise en place. Mais la grande nouveauté du règne est ailleurs : il s'agit de la création, à côté des corps militaires anciens, d'une armée réellement nouvelle, le Nizam-i-Cedit (Ordre nouveau), infanterie et même bataillons d'artillerie, habillés, équipés, entraî-

(4) O. JAMGOCYAN, « La Révolution française vue et vécue à Constantinople 1789-1795 », *Annales historiques de la Révolution française*, 1990, n° 3.

nés à l'européenne et commandés par des officiers européens. De plus, cette armée a ses finances particulières avec une caisse alimentée par le revenu des terres nouvellement défrichées, celui des timars confisqués et diverses taxes. Ainsi ses effectifs augmentent rapidement : 2 536 soldats et 27 officiers en 1797, 22 685 et 1 580 en 1806, l'artillerie atteignant à cette dernière date 4910 hommes et les spécialistes des transports et du Génie 2 129. Un système de conscription obligatoire en Anatolie à partir de 1802 et une école du Génie (1795) appuient l'institution. Dans la marine, la vieille pratique du recrutement par inscription administrative des habitants de la côte de la mer Egée est rétablie, et les inspections sont reprises afin d'empêcher la corruption pratiquée souvent par les capitaines aux dépens de l'entretien des équipages et des navires. Plus moderne est la suppression de la dualité paralysante de la direction suprême de la flotte en donnant tout le commandement militaire au grand Amiral, le chef de l'Arsenal d'Istanbul, son rival autrefois, étant remplacé par un simple surintendant chargé des constructions de bateaux et des approvisionnements. L'enseignement de l'école navale est étendu à la géométrie et la cartographie, un service de santé navale est créé, le règlement des promotions est revu afin de laisser plus de place à la compétence et on poursuit la construction de vaisseaux et frégates à l'européenne commencée sous Abd-ul-Hamid I.

Par contre les réformes politiques et sociales sont très modestes et relèvent uniquement de la tradition. Toutefois une mesure peut faire illusion : dès mai 1789 Sélim réunit un Conseil général consultatif d'Empire pour donner un avis sur la situation. Plus de 200 ayans, juges, professeurs, officiers et scribes du gouvernement siègent pendant deux jours et on ne peut aujourd'hui s'empêcher de faire un parallèle avec la Grande Commission Législative de Catherine II. Mais les membres de l'assemblée ottomane ne sont pas élus et l'institution n'est pas totalement nouvelle, d'autres se sont déjà tenues avant. Au surplus, comme en Russie, il n'en émane aucune décision précise. D'autres réunions du même type seront convoquées pendant le règne et il y a là plutôt un signe de la crise du pouvoir impérial que la volonté de créer une institution représentative nouvelle. Afin d'accélérer la prise de décision et de coordonner les diverses instances gouvernementales, l'organisation ancienne est précisée mais non bouleversée. Les services du Grand Vizir, « Bab-i-Asafi », voient leurs compétences augmentées et sont divisés en quatre sections : correspondance, rédaction des décrets, fermes d'impôts, registres des fiefs. Il y a là une concentration au profit du principal conseiller du sultan, mais du même coup un affaiblissement du Conseil impérial, voire de l'autorité du sultan lui-même. Et on ne trouve rien qui ressemble à la formation de départements ministériels spécialisés par matière, et les chevauchements d'attributions et les querelles internes peuvent encore se développer. Afin de limiter les dépenses, de réduire la confusion et la corruption, le nombre des secrétaires attachés au gouverne-

ment est fortement réduit et des examens sont institués pour leur recrutement. Néanmoins aucune réforme du Trésor n'est entreprise. Pour l'administration régionale, dans le même souci d'économie et d'ordre, quelques timides changements sont adoptés : réduction du nombre des vizirs qui passent de près de 40 à 23, dont 20 pour les 28 provinces, ce qui est admettre qu'un même gouverneur puisse administrer plusieurs circonscriptions à la fois, et le nombre des subordonnés des gouverneurs est limité.

Sur le plan social les mesures sont encore plus traditionnelles et dictées avant tout par le souci immédiat du maintien de l'ordre public dans les villes et l'intention d'obtenir rapidement des recettes fiscales. Quelques opérations de poursuite de paysans fugitifs sont entreprises afin de purger quelques cités de leur population flottante et de ramener les ruraux à la terre et on ferme des auberges et des tavernes, lieux de refuge de ceux qui ont quitté la campagne et foyers de désordres. On édicte des lois somptuaires pour drainer le métal précieux vers les caisses impériales, de même on remet en vigueur les distinctions vestimentaires obligatoires entre les catégories sociales et on cherche à limiter le nombre des sujets turcs qui bénéficient du régime des Capitulations pour échapper à l'autorité ottomane. La seule réussite notable est la réforme du système d'approvisionnement des villes pour les denrées principales, ce qui assure un certain calme, particulièrement à Istanbul, pendant plusieurs années.

II. Les résistances intérieures au niveau central

Quelque limitées qu'elles soient, ces diverses réformes sont suffisantes pour irriter ceux qui profitent du désordre et qui sont d'autant plus redoutables que beaucoup d'entre eux ont une force matérielle réelle, armes ou richesse, et crédit moral notable dans l'opinion. Mais n'allant pas assez loin dans le changement, elles sont également insuffisantes pour briser les résistances qu'elles suscitent et elles ne s'appuient sur aucun groupe social nombreux ou puissant. De plus, pris entre des dangers extérieurs graves et les périls intérieurs liés aux rébellions, Sélim III n'a pu poursuivre avec continuité l'effort de rénovation qu'il a commencé et a été contraint de consentir à des compromis qui ne résolvent rien. Les réformes en fait ont isolé le sultan et l'ont réduit presque à l'impuissance, ce qui montre la gravité de la crise de l'Empire déjà très marquée avant son règne.

La tentative d'épuration et de modernisation des vieux corps de l'armée a bousculé les habitudes d'inertie et de corruption sans avoir de résultats en ce qui concerne l'efficacité militaire. Les spahis ne sont guère plus combattifs et demeureront peu employés sur les champs de bataille. Les janissaires ne s'améliorent pas non plus, les inspecteurs qui les contrôlent se contentant souvent de se renseigner auprès des officiers en place ou se laissant acheter.

Et comme ils sont fréquemment groupés, à la différence des spahis, et qu'ils sont plus nombreux, leurs casernes deviennent des foyers d'opposition. Ils refusent l'entraînement dirigé par des chefs européens, ils rejettent les armes nouvelles et ils n'acceptent même pas de combattre aux côtés des soldats de l'Ordre Nouveau qui les frustreront du premier rôle dans la campagne d'Égypte, puis contre les Serbes en 1806. En outre leurs effectifs continuent inutilement de s'accroître, passant à 55 256 en 1800 et 98 539 en 1806. Les défaites qu'ils subissent, comme en 1805 et 1806 devant les Serbes, accroissent leur amertume et ils en rejettent la responsabilité sur le pouvoir. Dans cette atmosphère il suffit d'un incident pour que la révolte, traditionnelle dans ce corps privilégié, éclate : le 25 mai 1807 les auxiliaires janissaires (yamaks) d'Istanbul se soulèvent parce que des officiers de l'Ordre nouveau leur sont envoyés pour les équiper et les exercer à l'européenne.

Second foyer de résistance au sultan : les ulémas, gardiens de l'ordre traditionnel, lequel doit, à leurs yeux, rester intangible puisque dicté par la religion. Évidemment tout changement inspiré du monde non musulman les inquiète ; mais à l'anxiété spirituelle s'ajoute l'intérêt matériel : l'entreprise réformatrice d'un sultan plus hardi que ses prédécesseurs n'ira-t-elle pas jusqu'à tarir les dons que reçoivent les fondations religieuses en saisissant les grandes fortunes qui leur consentent cadeaux et legs ? Avec l'augmentation de l'exode rural, les étudiants en religion attachés aux biens « waqfs », fils de paysans pauvres, deviennent de plus en plus nombreux, et bien qu'il n'y ait pas une institution des ulémas comparable à l'assemblée du clergé de France, une pression s'exerce sur les dirigeants religieux qui les incite à raidir leur conservatisme. Or le pouvoir des ulémas, en particulier à Istanbul, est considérable puisqu'ils tiennent la justice et l'enseignement, et que, d'une certaine manière, ils disposent d'un large pouvoir politique dans la mesure où le Sheyk-ul-Islam peut, après consultation de ses collègues, par une « fetva » donner avis sur toutes les questions, en particulier sur les décisions du Conseil impérial, avis qui exprime l'unique vérité pour les fidèles, la vérité religieuse (5). Le 28 mai 1807 le Sheyk-ul-Islam Ataullah Efendi sanctifie la revendication des rebelles contre Sélim en publiant une fetva qui justifie leur demande d'arrestation de douze membres du gouvernement, réformateurs accusés d'impiété. Le 29 il prononce une seconde sentence autorisant la déposition du sultan qu'exigent ces mêmes rebelles.

Toutefois le pouvoir des ulémas n'est pas sans limites : c'est le sultan qui nomme et révoque le Sheyk-ul-Islam et Sélim a pratiqué une politique de bascule qui pouvait inquiéter les religieux. Dès son avènement il a mis à leur tête un réformateur (décembre 1789), Hamidi Zade Mustafa Efendi, qui a agi rapidement, envoyant des inspecteurs pour épurer le corps afin

(5) U. HEYD, « The ottoman ulema and westernization in the time of Sélim III and Mahmud II », dans *Studies in Islamic history and civilisation. Scripta Hierosolymitana*, 1961.

d'éliminer les tares qui le frappent, comme les dignitaires civils, depuis le XVII^e siècle : l'absentéisme, l'incapacité et la corruption. Il a essayé dans le même temps de réglementer les nominations afin qu'elles reposent sur le savoir et l'activité. Mais en mars 1791 Sélim l'a remplacé par un homme de tradition, corrompu, Yahia Tevfik Efendi, car, en pleine guerre russe, il voulait rassurer les ulémas pour promouvoir l'union sacrée devant la menace extérieure. En 1795 revient un réformateur, renvoyé dans l'été 1798 à cause du danger français. Le même scénario se reproduit en 1806 devant l'attaque russe, un conservateur est mis à la place d'un réformateur.

Mais les réformes de Sélim III éveillent le mécontentement jusque dans les cercles gouvernementaux. En effet, l'une de ses faiblesses, c'est que, ne créant pas de ressources nouvelles, mais ayant avec les guerres de gros besoins d'argent (question que nous connaissons encore très mal), il reprend les procédés fiscaux anciens, avec toujours le soin d'épuration administrative et de rendement financier, méthode qui apporte peu de moyens supplémentaires et provoque l'irritation. Ménageant les grands propriétaires fonciers et le négoce étranger dont il tire des droits de douanes importants, il n'innove pas en matière fiscale et doit recourir aux expédients classiques : refonte de la monnaie avec dévaluation en 1789, obligation aux particuliers de porter leur métal précieux au Trésor, confiscation des biens de riches marchands créanciers du sultan et des grands, révision des fermes à vie de la dîme, augmentation des impôts. Le désordre, la gabegie et la corruption subsistent dans l'État faute de création d'un budget annuel d'ensemble, par le maintien de la pratique, pour les règlements à court terme, des promesses de paiements tirées sur le Trésor par les membres du gouvernement, procédé comparable aux acquis au comptant de la monarchie française, et par l'inertie des fonctionnaires. Cette politique inquiète évidemment ceux qui profitent du déclin des finances publiques, et nombre de dignitaires soutiennent la tradition et l'immobilisme, à la fois par intérêt, ayant, entre autres, partie liée avec des fermiers d'impôt dont les concessions à vie (*malikan*) ont permis de bâtir de grandes fortunes, et par idéologie. Attachés à la gloire passée et aux institutions qui ont fait la puissance de l'Empire, ils croient, la religiosité aidant, en leur efficacité éternelle et prônent le rejet des réformes à l'européenne et le retour aux pratiques anciennes (6). Ne pouvant et probablement ne voulant pas les affronter, Sélim n'élimine pas les conservateurs du gouvernement, ce qui leur permet de contrecarrer les réformes. Ainsi les nominations auxquelles il procède à l'automne 1806, alors que la guerre a à nouveau éclaté avec la Russie, comportent des réformateurs modérés comme le Reis-ul-kuttab Mohamed Gahib Efendi ou le directeur du Trésor Morah Osman Efendi, mais aussi des conservateurs

(6) J. HALDON, « The ottoman state and the question of state autonomy », dans ed. H. Berktaç et S. Faroqi, *New approaches to state and peasant in ottoman history*, Londres, 1992.

comme le Grand Vizir Ibrahim Hilmi Pacha, le lieutenant du Grand Vizir Kōse Musa Pacha et le Sheyk-ul-Islam Ataullah Efendi.

Le peuple des grandes villes, particulièrement de la capitale, est également acteur du drame. Constamment renouvelé en dépit d'une forte mortalité par le flux incessant des paysans à la recherche de ressources, il constitue une masse imposante puisque Istanbul au XVIII^e siècle compte 6 à 700 000 habitants (7). Vivant de petits métiers et d'artisanat médiocre, les pauvres tendent à soutenir les janissaires par proximité sociale, car beaucoup de ceux-ci ont une activité marchande, et par traditionalisme. L'attachement aux valeurs anciennes constitue pour eux une forme de protestation contre le luxe de la Cour et l'eupéanisation d'une partie des milieux dominants dans lesquels il est facile de voir des signes d'impiété, sources de la colère de Dieu et des catastrophes qui frappent l'Empire. Ils sont entretenus dans cette attitude d'esprit par les liens directs qu'ils nouent avec les ulémas et les janissaires en participant aux cérémonies des confréries religieuses. De plus vivent parmi eux les « taliban », étudiants en théologie des écoles coraniques urbaines, particulièrement à Istanbul, d'autant plus nombreux et pauvres qu'il s'agit souvent de fils de paysans sans ressource venus en ville à la recherche d'un débouché et pleins d'une foi rigoriste et vengeresse qui impressionne les foules. En mai 1807 le peuple soutient les yamaks contre Sélim au nom de l'idée lancée par le nouveau chef des janissaires d'Istanbul, Kabakji Mustafa Agha : il faut mettre fin aux « innovations inspirées par les infidèles ». La colère populaire est alors d'autant plus forte que la cherté des prix dans la ville est excitée par la pénurie des subsistances due à la suspension des expéditions de grains et de bétail des Principautés roumaines occupées par les Russes et au passage des troupes d'Anatolie montant vers le Danube contre l'armée d'Alexandre I^{er}. De plus des nouvelles récentes de l'extérieur parvenues dans la capitale déconsidèrent un peu plus le sultan : l'attaque par les Wahhabites des cités saintes d'Arabie et le débarquement anglais en Égypte.

III. La dislocation de l'Empire

Les mécanismes de dislocation de l'Empire apparus au grand jour dès la fin du XVII^e siècle jouent à plein sous Sélim dans la mesure où sa tentative de réforme multiplie les oppositions contre son autorité et qu'on entre ainsi dans le cercle vicieux du déclin. La faiblesse, devenue évidente, du système impérial réduit la protection qu'il peut offrir aux régions frontalières contre l'étranger voisin et multiplie les dangers à l'intérieur avec l'appauvrissement d'une partie importante de la population lié au désordre et à la surfiscalité

(7) R. MANTRAN, *Histoire d'Istanbul*, Paris, 1996.

et, en conséquence, le développement des bandes armées et des révoltes. Ceux qui le peuvent tournent leurs espoirs vers les puissances européennes qui, par contraste, apparaissent fortes et policées, et celles-ci exploitent la situation au mieux de leurs intérêts avec souvent l'intention de prendre des territoires ou d'étendre leur protectorat sur certaines régions, ce qui affaiblit un peu plus l'Empire. À l'intérieur, l'administration ottomane s'avérant impuissante, les populations malmenées se tournent vers les chefs des hommes d'armes qui les pillent mais qui peuvent aussi les protéger contre d'autres prédateurs ou contre les exigences du sultan. Le renforcement des potentats locaux prive le gouvernement d'une partie de ses ressources fiscales et diminue ses possibilités d'action ; sans moyens financiers stables, il ne peut avoir d'armée suffisante et subit des défaites militaires qui diminuent encore son prestige, et les expédients financiers auxquels il est obligé de recourir ne font qu'accroître les rébellions. Les guerres que mène Sélim III lui sont imposées par les circonstances, elles résultent soit du règne précédent (guerre austro-russe de 1787-1792), soit d'attaques extérieures (expédition française d'Égypte 1798-1802, raids Wahhabites à partir de 1798 et surtout 1802, guerre russe soutenue un moment par l'Angleterre 1806-1812), elles l'obligent à de nouvelles dépenses et de nouveaux prélèvements sur l'économie, l'empêchent de pousser les réformes et dégradent un peu plus la situation.

Parmi les États vassaux périphériques, ceux du Maghreb, Alger, Tunis et Tripoli, sont quasi indépendants depuis le début du XVIII^e siècle, la suzeraineté du sultan qu'ils reconnaissent ne s'exerçant que formellement. Mais pendant le XVIII^e siècle d'autres régions commencent à échapper au souverain et le processus s'accélère à la fin du siècle, les pressions étrangères, surtout celles de la Russie, y aidant fortement. En Géorgie (8), le royaume oriental de Kartalie-Kakhétie menacé par la Perse conclut un traité de protectorat avec Catherine II en 1783 et est annexé par le tsar en 1801, Alexandre I^{er} profitant de la guerre entre la Porte et la France. En Mingrélie le tsar établit des garnisons à partir de 1803 et fait de même en Iméritie, déjà placée sous une sorte de protectorat depuis 1785. Quant aux Principautés roumaines, avec le traité de Kainardji, elles passent peu à peu sous influence russe, St-Petersbourg utilisant son « droit de représentation » en faveur des populations orthodoxes auprès du sultan. Des consuls russes sont installés en 1782 et dès 1791 les boyards de Valachie demandent dans un mémoire aux négociateurs de la paix de Sistova le retour à l'élection des hospodars par les assemblées d'État. En 1802 Sélim est obligé d'accepter que le choix des princes soit désormais soumis à l'agrément du tsar, et c'est la violation de cet accord par le sultan qui déclenche l'invasion des princi-

(8) H. BOGDAN, *Histoire des peuples de l'ex-URSS du IX^e siècle à nos jours*, Paris, 1993.

pautés en 1806. Passé sous la protection russe, C. Ypsilanti, l'hospodar de Valachie que la Porte voulait limoger, reprend à son profit le projet de constitution d'une vaste Dacie sous protectorat russe qu'avait autrefois envisagé Catherine II. Il n'est pas jusqu'au petit Monténégro (9) qui ne confirme son indépendance de fait. Comme le vladika Petar I avait été favorable aux Austro-Russes pendant la guerre de 1787-1792, Sélim envoie le pacha de Skoder, Kara Mahmud Bushati, contre lui, mais ce dernier est battu et tué au combat (1796). Alors Petar obtient de la Porte la confirmation de l'autonomie de l'évêché et l'abolition de l'obligation de payer le kharadj (capitation). L'évêque ensuite ne bouge plus pendant onze ans, mais il poursuit une politique très personnelle : contre son voisin aux ambitions inquiétantes, Ali pacha, il fait appel en 1798 à la Russie, et Paul I lui donne l'assurance que sa flotte protégera les chrétiens dans la région et lui envoie un subside. En 1806, à la faveur du conflit russo-ottoman, il propose à Alexandre I de créer sous protectorat du tsar avec le Monténégro, l'Herzégovine, la Dalmatie et le nord de l'Albanie un État des Slaves occidentaux dont la capitale serait Raguse. Sollicité par les insurgés serbes, il lance une petite attaque en Herzégovine en 1807, lorsque la rébellion paraît victorieuse.

C'est probablement le chaos dans les provinces sous administration directe, qui menace le plus gravement l'autorité du sultan. Il n'est pas nouveau non plus, mais atteint une intensité sans précédent sous Sélim III parce que les contre-pouvoirs au gouvernement central parviennent à réunir des forces militaires et financières considérables en s'organisant mieux que dans le passé, et que les puissances européennes n'hésitent pas à intervenir directement, même en temps de paix, dans les affaires intérieures de l'Empire, le plus fréquemment pour renforcer ces potentats régionaux ou les révoltes.

Dans les Balkans surtout, s'est développé depuis 1740 le régime des « ayans » : institution urbaine officielle, à l'origine l'ayan est le représentant de la population locale en principe élu par les habitants, reconnu par le pouvoir central et chargé de défendre auprès de lui l'intérêt de ses mandants et d'assurer l'ordre public dans la mesure où il dispose d'une armée personnelle, à ce titre il peut également percevoir des impôts (10). En fait il s'agit de chefs de bandes armées, appuyés par leur richesse, grands propriétaires fonciers, fermiers d'impôts, anciens administrateurs turcs ou anciens soldats. En lutte contre les armées du sultan et les uns contre les autres, ils sont instables, cherchent à établir de vraies principautés où ils prennent en main l'administration et perçoivent des impôts personnels et ceux de l'État. Leur multiplication conduit à l'anarchie plus ou moins constante. Ils se renforcent

(9) B. JELAVICH, *History of the Balkans*, 2 vol., t. I, Cambridge, 1983.

(10) V. P. MUTAFÇIEVA, « L'institution de l'ayanlik pendant les dernières décennies du XVIII^e siècle », *Études balkaniques*, 1965, 2-3.

dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'abord en créant entre eux des liens de vassalité, les plus puissants assurant la protection et ayant la suzeraineté sur les petits qui n'ont qu'un rôle local et qui leur doivent en retour des cadeaux et un contingent d'hommes d'armes. Ces réseaux de relations de subordination se font et défont sans cesse au gré des circonstances, mais ils permettent aux plus avisés et aux plus riches de construire de très vastes principautés, éphémères ou durables. Ainsi apparaît, entre autres, le pouvoir d'Osman Pazvanoghi pacha de Vidin à partir de 1795, mort en 1807, dont les possessions s'étendent, pendant une dizaine d'années, du nord de la Bulgarie à l'est de la Serbie. Toutefois, si ces nouveaux princes viennent à être battus ou semblent simplement affaiblis, leurs vassaux se soulèvent contre eux. Ali Pacha de Janina, à la tête d'un ensemble de territoires qui à ce moment couvre le sud-est de l'Albanie, l'Épire et l'ouest de la Macédoine, faisant en vain le siège en Grèce de Suli (hiver-printemps 1801), se heurte à une coalition dressée à l'instigation des Suliotes, réunissant des potentats voisins inquiets de sa puissance et des vassaux qui profitent de l'occasion pour se libérer, tels les pachas de Berat et de Delvino et d'autres. Ces difficultés contraignent Ali à traiter avec la Porte à la fin de 1801, alors qu'il avait rompu avec elle antérieurement. Seconde raison de leur renforcement : ces ayans cherchent le plus souvent non pas à détruire l'Empire, mais à en obtenir leur reconnaissance officielle, ce qui contribuerait à stabiliser leur pouvoir, avertissant ainsi leurs ennemis éventuels que le sultan est susceptible de les secourir en cas de besoin. Et, fréquemment, le souverain leur octroie le titre convoité de gouverneur, l'insuffisance de ses propres forces ne lui permettant pas de le leur refuser longtemps et cette solution lui paraissant être un moyen de ramener dans les provinces un minimum d'ordre. Mais comme les appétits de puissance des ayans sont pour la plupart insatiables et que le sultan caresse toujours l'espoir de se passer un jour de leurs services, ces alliances ne sont pas plus stables que celles qui lient les ayans entre eux. Kara Mahmud Bushati succède dans le pachalik de Skoder en 1778 à son frère, que la Porte avait fait empoisonner afin de mettre dans la province un de ses fidèles. Kara accroît sensiblement son domaine en quelques années, se brouille avec le sultan en 1792, se réconcilie avec lui deux ans après, puis rompt à nouveau en 1796 quand il tente d'annexer le Monténégro et il est tué au combat contre les troupes du vladika. Et, danger particulièrement grave pour Istanbul, lorsqu'ils arrivent à tenir de vastes territoires, les ayans à la fin du XVIII^e siècle traitent même avec les États étrangers. Kara Mahmud a des relations avec l'Autriche et la Russie, en 1796 il reçoit un consul de la France qui voit dans ses forces un moyen d'inquiéter Vienne pendant que l'armée de la République est engagée en Italie ; cinq officiers lui sont même envoyés pour améliorer son artillerie.

Par conséquent, après avoir reconnu d'une manière générale les ayans comme ses serviteurs réguliers, profitant de la paix extérieure, Abd-ul-

Hamid annule cet acte en 1786. Mais la guerre austro-russe qui suit s'avérant difficile, Sélim III doit les rétablir en 1790, et le conflit avec la France l'oblige ensuite à admettre de renforcer leur pouvoir légal en 1798, certains, comme Ali Pacha, recevront même le titre de beylerbey. En fait le déclin du système des spahis et la déchéance des janissaires privent la Porte et les gouverneurs choisis par le sultan de moyens militaires pour les abattre et maintenir l'ordre. Lors de l'incident d'Edirne (été 1806) provoqué par le désir de Sélim d'organiser dans les Balkans la conscription pour former de nouveaux régiments du Nizam, les ayans, conduits par Tirsanikli Oglu de Rutchuk, refusent d'appliquer cette décision qui risque de les priver d'hommes et de renforcer l'armée du sultan, et les Janissaires d'Edirne se soulèvent contre le corps du Nizam envoyé dans la ville. Comme Tirsanikli disposait d'une troupe privée de, probablement, 20 000 hommes, Sélim abandonne son projet.

En pays arabe la décomposition de l'autorité centrale atteint à peu près la même intensité, mais avec des formes légèrement différentes. Les provinces tendent à devenir semi-indépendantes sous la direction de véritables dynasties constituées soit à partir des gouverneurs désignés par la Porte et dont les ambitions se sont accrues avec le désordre intérieur, soit d'hommes de main dont la force s'impose au sultan et qui se font accorder des postes de gouverneur dans lesquels ils essaient d'établir également un régime d'hérédité. En Irak les pachaliks de Mossoul et de Bagdad sont le domaine réservé, pour le premier, de la famille des Djalili dont la puissance a été fondée à partir de fermes des impôts, et pour le second, de la famille des Hasanides qui descend d'un gouverneur nommé par Istanbul. Le gouvernement les tolère d'autant mieux qu'ils protègent l'Empire avec leurs propres troupes, pour les uns contre les Kurdes et la Perse, pour les autres contre, encore, la Perse qui voudrait conquérir le sud du pays en s'appuyant sur les Chiites de la région de Basra, et les Bédouins nomadisants et instables d'Arabie. En Palestine et Syrie Amhed El Djazzar, mamelouk né en Bosnie qui a commencé sa carrière au service de l'émir d'Égypte Ali Bey, et est passé au service du sultan, a été nommé gouverneur de Saydâ en 1775, puis, ayant réussi à arrêter les raids des tribus nomades sur les zones sédentaires, il a obtenu le pachalik de Damas en 1785 et contrôle alors toute la région depuis la côte avec Beyrouth, Sayda et Tripoli, jusqu'à Damas. Ses revenus, dus à la pression fiscale aggravée qu'il exerce sur les paysans et au monopole du commerce du coton et des grains qu'il établit à son profit, lui permettent d'entretenir une armée devant laquelle le sultan n'a d'autre issue que de le désigner à nouveau comme pacha de Damas en 1790-1795, 1798-1799, 1803-1804, en dépit du pillage de la province auquel il se livre. Seule des pays arabes, l'Égypte, malgré l'administration des mamelouks, est à peu près tenue en main depuis sa reconquête en 1786 jusqu'au débarquement de Bonaparte, puis à partir de 1803.

Dernier ferment de dislocation de l'Empire : les révoltes populaires. Leur développement au XVIII^e siècle, et particulièrement sous Sélim III, est lié à la surfiscalité impériale et aux exactions des ayans et des gouverneurs qui frappent surtout les paysans, musulmans et chrétiens, et les marchands orthodoxes. Les ruraux sont en outre victimes de l'inflation activée par la dévaluation de la monnaie, sans parler des passages des soldats qui, de plus en plus, vivent à leurs dépens. Devant ces maux, ils commencent généralement par s'endetter vis-à-vis du ciftlik-sahib, ou du timariote ou du fermier d'impôts, les uns et les autres pratiquant l'usure, puis ils cèdent leur terre et n'y restent que comme métayer, ou ils finissent par déguerpir vers les montagnes ou vers les villes, ou bien ils s'engagent comme auxiliaires de police locale ottomane, tels les « armatoles » en Grèce, emplois instables et mal payés, ou bien encore ils se livrent au banditisme, au détriment des Turcs mais aussi de leurs congénères, ils sont alors « haïdouks » ou « klephtes », dénominations qui recouvrent parfois des hommes d'armes anciennement au service de la Porte. Souvent ils constituent des bandes qui peuvent se mettre au service d'un ayân. Le malheur des paysans retombe finalement sur d'autres paysans. Dans ces circonstances le ciftlik peut offrir au rustre une certaine contrepartie : il accepte d'être dépossédé, devra fournir des parts de récolte et des prestations en travail au nouveau maître du sol mais celui-ci avec ses gardes privés lui assurera une certaine protection, voire le soutiendra en face des exigences des autorités locales. Évidemment comme on tombe dans la surexploitation dans laquelle aux prélèvements de l'État s'ajoutent de multiples charges et contraintes, les révoltes paysannes deviennent plus fréquentes. Elles sont facilitées par le fait que la structure administrative ottomane est légère et les cantonnements militaires, espacés. Il y a même des zones rurales où il n'y a pas d'autorité turque, l'administration locale étant laissée à l'organisation indigène, ainsi les Maniotes du Péloponnèse ou les Suliotes d'Épire. Des insurrections éclatent en Bulgarie et en Macédoine, surtout en 1806, au Turkestan, dans l'est de l'Anatolie, dans les Principautés roumaines, où sévit le deuxième servage, en 1793 et 1804-1805. Mais le fait le plus notable et le moins mal connu est le soulèvement serbe en février 1804. Kara Georgevitch parvient à réunir en 1807 plus de 60 000 hommes, dont au moins la moitié de paysans, proportion importante car la densité de population est faible, auxquels s'ajoutent des haïdouks. Cette révolte est d'autant plus dangereuse qu'elle a un écho important dans l'ensemble des populations européennes soumises au sultan et pas seulement au Monténégro : dès 1805 des tribus d'Herzégovine et du nord de l'Albanie s'y joignent, en 1807 des volontaires grecs participent à la libération de Belgrade tandis que se forme en Valachie la « légion grecque » de Constantin Ypsilanti avec aux côtés des Grecs, des Roumains, des Bulgares et des Albanais (11).

(11) N. TODOROV, « La collaboration interbalkanique dans le mouvement grec fin du XVIII^e siècle-début du XIX^e siècle », *Études historiques pour le 12^e Congrès international des Sciences historiques*, Sofia, 1965.

Quant aux marchands orthodoxes, gênés dans leurs affaires par le désordre et par l'arbitraire des puissants dont certains d'entre eux sont les banquiers, ils sont tentés par le séparatisme. L'expérience qu'ils ont de l'Europe chrétienne par leurs voyages, et les sollicitations des puissances, les poussent également en ce sens. Ainsi le marchand Stavros Joannon de Janina correspond dans les années 1790-1807 avec des négociants de 19 places dont Istanbul, Jassy, Smyrne, mais aussi Venise, Vienne, Berlin et Amsterdam (12). Il est significatif que Kara Georges, Milos Obrenovic et Tudor Vladimirescu soient marchands de bétail trafiquant avec les États des Habsbourg. La Révolution française (13), ses idéaux de liberté et de souveraineté nationale, et la présence des soldats de la République dans les îles Ioniennes en 1797 à la suite de la paix de Campo-Formio et sur la côte adriatique de l'Italie, puis en Dalmatie à partir de 1806 excite chez certains la naissance d'un sentiment national et, chez de nombreux ressortissants des peuples soumis au joug ottoman, un espoir de libération. En tout cas Ali Pacha aussi bien que Kara Georges voient dans la proximité des forces françaises la possibilité de conclure une alliance qui les renforcerait en face de la Porte. Comme Rhigas Velestinlis à Vienne en 1795, des Grecs, des Slaves et des Roumains, qui sont établis en Autriche, en Hongrie, en Voïvodine ou en Italie du Nord commencent à envisager la formation de nouveaux États sur les ruines de l'Empire ottoman. Par exemple, député à la Diète de Hongrie, Sava Teklija dresse en 1806 une carte de la Serbie libérée et, dans un mémoire à Napoléon, il propose de former un État des Serbes du Sud qui serait lié à la France (14). En même temps se produit dans l'ensemble des Balkans un bouillonnement culturel, littéraire et historiographique qui va donner aux diverses nationalités une bonne part de leur identité (15).

À la fin du XVIII^e siècle les événements extérieurs précipitent la décadence intérieure de l'Empire : chaque guerre aggrave la crise du système impérial, mais celle-ci est d'abord structurelle et interne. En même temps le processus de périphérisation s'accélère : la dévaluation de la monnaie

(12) O. CİCANCİ, « Le rôle de Vienne dans les rapports économiques et culturels du Sud-Est européen avec le centre de l'Europe », *Revue des études sud-est européennes*, 1986, 1.

(13) Sur l'influence de la Révolution dans l'Empire ottoman livraison de *Études balkaniques*. 1988, 3 ; *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée* 1989, 2-3 ; dir. A. Zub, *La Révolution française et les Roumains*, Jassy 1989 ; *Cahiers d'Études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 1991, 2. G. CASTELLAN, La Révolution française et son impact en Europe du sud-est, *Revue Historique*, 1989, 3 ; D. G. APOSTOPOULOS, *La Révolution française et ses répercussions dans la société grecque sous domination ottomane*, Athènes 1997.

(14) D. DJORDJEVIC, *La révolution nationale des peuples balkaniques 1804-1914*, Belgrade 1965. Sur le sort des populations chrétiennes dans l'Empire et leur aspiration, cf. la discussion entre W. S. Vucinich et St. J. Shaw dans *Slavic Review* 1962, 4.

(15) Éd. C et B. JELAVICH, *The Balkans in transition. Essays on the development of Balkan life and politics since the eighteenth century*, Berkeley 1963 ; coll., *L'affirmation des États nationaux indépendants et unitaires du Centre et Sud-Est de l'Europe 1821-1923*, Bucarest 1980.

accentue le drainage par l'Europe des matières premières et des denrées turques dont elle abaisse le prix réel pour l'étranger, l'Occident établit sa mainmise sur le commerce extérieur de l'Empire et, paralysé par sa faiblesse financière et militaire, le sultan n'ose pas toucher au régime des Capitulations qui assure le développement fructueux pour lui des transactions. Le déclin ottoman en effet n'est pas seulement absolu, il est également relatif en ce sens que si la Porte voit son potentiel économique et démographique stagner, voire diminuer [nous n'avons guère d'état de la population pour le XVIII^e siècle malgré les travaux de B. Mc Gowan sur les Balkans (16)], et l'autorité du sultan sur ses sujets reculer à cause de l'anarchie qui règne dans de nombreuses provinces, ses voisins Européens, eux, ne cessent de consolider leurs forces et l'organisation de leur État. En Russie, ennemie constante de l'Empire, la population passe de 28,4 millions en 1782 à 42,7 en 1811, les ouvriers des seules industries de transformation augmentent rapidement, 95 000 en 1804, 210 000 en 1825, le commerce extérieur triple entre 1790 et 1825, l'armée dès 1787 dépasse 300 000 hommes et Catherine II a déjà 14 vaisseaux et 20 frégates en mer Noire. Cette comparaison ne signifie pas nécessairement que, sur le plan économique, globalement l'Empire se soit appauvri pendant le XVIII^e siècle. En réalité nous ne le savons pas. D'une part, il faut comprendre qu'Istanbul est dépassé par d'autres puissances qui connaissent à la fois une croissance relativement rapide et une certaine modernisation, ce qui se traduit par une balance des paiements de l'Empire à l'équilibre de plus en plus fragile – malheureusement nous n'avons à ce sujet aucun chiffre – du fait du poids croissant des importations, de la faible valeur monétaire des exportations et de l'endettement des grands et du sultan auprès du négoce étranger (17). En 1789-1790 Sélim III essaie d'emprunter aux Provinces-Unies, en Espagne et même auprès du bey d'Alger et du bey de Tunis ; partout il se heurte à un refus. Si jusqu'en 1789 la balance commerciale avec la France, premier client et premier fournisseur de l'Empire, demeure largement excédentaire – ainsi que les échanges moins importants avec la Grande-Bretagne – l'effondrement du commerce maritime français en 1792-1793 avec la révolte de Saint-Domingue et la guerre anglaise, a dû affecter gravement la Turquie en arrêtant quelques importations à bas prix (un peu de sucre et de café des Antilles) et surtout en lui fermant un débouché essentiel. Cette situation nouvelle a pu également amplifier la fuite devant la monnaie autochtone, depuis longtemps déjà privée de l'apport du métal précieux d'Afrique. D'autre part, si certains s'enrichissent, grands propriétaires fonciers,

(16) B. MC GOWAN, *Economic life in ottoman Europe : Taxation, trade and the struggle for land (1600-1800)*, Cambridge 1981. Sur le plan démographique, entre autres fléaux, la peste frappe fortement, notamment en 1770, 1784-1786, 1798-1800, 1812-1814.

(17) I. SUNAR, « Economie et politique dans l'Empire ottoman XVI^e-XVIII^e siècle », *Ann. ESC* 1980, 3 ; T. STOIANOVICH, « Factors in the decline of ottoman society in the Balkans », *Slavic Review* 1962, 4.

fournisseurs des exportations, habitants des ports les plus actifs, membres du gouvernement et proches de lui en affaire avec les finances publiques, une partie importante de la population, celle qui fournit l'essentiel de la production ou qui pourrait innover parce qu'elle possède des capitaux et un savoir, paysans et marchands, s'est appauvrie, ce qui, probablement, compromet l'expansion démographique.

Évidemment les adversaires traditionnels des Ottomans à la fin du XVIII^e siècle, comme ils le font depuis le XVII^e siècle, ne craignent pas d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire en utilisant les liens qu'ils peuvent avoir avec les populations chrétiennes soumises au sultan et la situation est d'autant plus inquiétante que les éléments les plus cultivés des Balkans n'hésitent pas à les appeler au secours. En 1802 des boyards de Valachie se tournent encore vers Vienne afin de proposer la formation d'une république indépendante avec les principautés roumaines, et les Habsbourgs après 1803 facilitent le trafic d'armes qui assure en partie l'équipement des insurgés serbes. Les intrigues russes dans la région sont continuelles en faisant jouer le sentiment de communauté orthodoxe et le souvenir du rayonnement religieux de Kiev. Mais, fait plus inquiétant encore, les États éloignés, en plein développement, la France et l'Angleterre, jusque-là alliés de la Porte, intriguent à leur tour dans les territoires ottomans et même font la guerre au sultan. Dès avant l'expédition d'Égypte, occupant des îles Ioniennes, le Directoire et Bonaparte prennent langue avec Ali Pacha et les Maniotes, envisageant en fait de créer sur le continent grec un État protectorat de la France qui serait presque indépendant d'Istanbul (18). Donc, sous Sélim III, le partage de l'Empire, thème de politique européenne apparu dans les années 1780 à la suite des défaites subies par le sultan dans la guerre russe de 1768-1774, est plus que jamais à l'ordre du jour des chancelleries. Chaque État y pense et tour à tour y est favorable ou hostile en fonction de ses propres intérêts immédiats et de la politique de ses rivaux. L'aventure égyptienne de Bonaparte, à côté de ses motifs intérieurs français, est davantage dirigée contre l'Angleterre que contre la Porte. En conséquence l'Empire ottoman est ballotté entre les visées des puissances et les retournements d'alliances. C'est le débarquement français à Alexandrie qui amène le rapprochement entre Istanbul et St-Petersbourg et l'autorisation donnée pour la première fois – humiliation sans doute cruelle – à la flotte du tsar, de franchir les Détroits (septembre 1798) afin que ses navires aillent aider les Turcs à prendre Corfou aux Français, Sélim III étant trop affaibli pour y parvenir seul.

(18) RODOCANACHI, *Bonaparte et les îles Ioniennes*, Paris, 1899 ; H. LAURENS, « Bonaparte, l'Orient et la Grande Nation », *Annales historiques de la Révolution française*, 1988, n° 3.

Si, à partir de la paix d'Amiens, les relations avec la République consulaire redeviennent amicales tandis que les rapports avec le tsar se tendent, le partage de l'Empire ottoman est à nouveau envisagé par Napoléon et Alexandre I à Tilsitt (juillet 1807), pour être abandonné à l'entrevue d'Erfurt un an plus tard (septembre 1808) par l'Empereur des Français inquiet des ambitions de l'Angleterre et de la Russie en Méditerranée et voyant dans Istanbul un rempart contre elles. Mais l'idée de partage est reprise très tôt à l'intérieur même de l'Empire ottoman par les peuples soumis des Balkans, en Grèce, mais également ailleurs. En 1800 un groupe de boyards de Moldavie envoie à Paris un message demandant la libération des Principautés roumaines sous l'égide de la France. Dans ces conditions on comprend combien pouvait être difficile la rénovation tentée par Sélim III et la crise intérieure est si profonde que Mahmud II devra attendre les années 1820 pour reprendre de vastes réformes. Après le gouvernement des Koprulu, tout au long du XVIII^e siècle les éléments conservateurs de la haute société ont acquis peu à peu une influence politique de plus en plus grande en réussissant à influencer une part importante de la population musulmane, surtout urbaine. Car, contradiction essentielle, si la guerre les condamne dans la mesure où elle aboutit à la défaite et fait apparaître l'inefficacité et le parasitisme de certaines structures politiques et financières de l'Empire, elle leur permet – ce qui n'est pas sans rappeler l'histoire de Byzance – d'exalter avec plus de retentissement, en se réclamant d'une pureté religieuse ancienne idéalisée et mythique, la puissance passée de l'État ottoman. La guerre contre la Russie en 1787 a été déclenchée par un parti de la Cour réclamant la reconquête de la Crimée et de la Géorgie. La déposition de Sélim III, puis celle de son successeur Mustafa IV en 1808, ont lieu alors que les Russes occupent les principautés roumaines depuis 1806 et que la flotte britannique a fait une démonstration menaçante devant la capitale en février 1807. Les conservateurs obtiennent l'abolition des réformes de Sélim avec sa renonciation au trône en mai 1807. Ils peuvent miser sur un sentiment latent nationaliste excité par le renforcement de la menace étrangère. Dans une telle situation la moindre erreur ou faiblesse du sultan, et Sélim III n'a à l'évidence pas encore une ligne politique d'ensemble claire et cohérente, risquait fort de mener à l'échec.

Il serait donc excessif de ranger ce souverain parmi les despotes éclairés. Il est vrai cependant que, comme celle de Frédéric II ou de Pombal, sa politique vise essentiellement à renforcer l'autorité et la puissance de l'État. Par ailleurs comme la plupart des monarques de l'Europe de la seconde moitié du XVIII^e siècle, il ne cherche pas à réformer les structures d'ensemble de la société et se situe finalement sur ce plan dans une perspective plutôt conservatrice. Mais une grande différence avec l'Occident est également évidente : il ne se réclame d'aucune philosophie justifiant son action et les Lumières ne constituent évidemment pas pour lui l'article de

rayonnement international qu'ont utilisé Catherine II ou Gustave III. L'idéologie du sultan ne pouvait qu'être heurtée par l'idée de droit à la liberté individuelle et le sort fait à Rhigas Velestinlis est bien dans la tradition ottomane. Du même coup la sphère du droit civil et de l'organisation de la justice n'entre pas dans ses objectifs de modernisation. En fait s'il mène une politique de réforme plus profonde que celle de certains de ses prédécesseurs, c'est aussi qu'il se trouve face à une aggravation marquée de la crise de l'Empire, il semble surtout animé de la volonté de venger les échecs de son père au début de son règne, puis ses propres revers. Mais l'expérience montre qu'il ne va pas encore assez loin.

Guy LEMARCHAND
Université de Rouen
4, parc de Cailly
76130 Mont-Saint-Aignan